



S O S
ENFANTS

AFGHANISTAN

REPORTAGE DE MARTIN BELL SUR LES ENFANTS PIÉGÉS PAR LA GUERRE

unissons-nous
pour les enfants

unicef 

Le premier droit d'un enfant, c'est le droit à la vie. En Afghanistan, ce droit est bafoué à une échelle de plus en plus vaste.

Les enfants en tant que victimes

Pendant les guerres, les enfants se retrouvent en ligne de mire probablement plus souvent que tout autre groupe, à l'exception des combattants, et ils courent souvent même plus de risques que les combattants. Les enfants sont des cibles faciles. Ils sont curieux et fureteurs. Ils jouent dans la rue et se rassemblent dans des endroits surpeuplés. Ils sont particulièrement exposés à deux techniques utilisés par les insurgés en Iraq, puis en Afghanistan : les attentats suicides et les engins explosifs de fabrication artisanale, souvent placés en bordure de route.

Pendant des siècles de guerre, l'attentat suicide était un phénomène inconnu en Afghanistan. Mais les Taliban et autres groupes d'insurgés ont maintenant recours régulièrement à des attentats suicides. Quelquefois, c'est lors d'une tentative d'assassinat mais la plupart du temps ces attentats frappent les véhicules militaires et convois internationaux. Or, dans ces attaques contre les convois, on compte plus de victimes parmi les civils, et les enfants en particulier, que chez les soldats, la cible visée. Cela s'explique par le fait que les soldats sont armés, qu'ils se déplacent à bord de véhicules blindés et qu'ils sont protégés par leur armure. Les enfants ne disposent d'aucune protection.

- Le 15 juin 2007, à Tirin Kot, Province d'Uruzgan, 12 enfants ont trouvé la mort lorsqu'un kamikaze a plongé son véhicule contre un convoi militaire international près de la cour d'une école.
- Le 19 mars 2007, à Kaboul, un enfant de 14 ans a péri au cours d'une attaque menée contre un convoi des Etats-Unis.
- Le 8 mars 2007, à Kandahar, trois enfants ont été blessés lors d'un attentat suicide contre un convoi militaire canadien. Une semaine plus tard, un autre enfant a trouvé la mort lors d'une attaque similaire.

L'UNICEF publie de temps en temps des rapports d'urgence sur des pays ou régions où les enfants courent des risques particulièrement élevés. Ces rapports, appelés *SOS Enfants*, sont à la fois un repère et un signal de détresse. En tant que repère, ils examinent ce qui a été fait et ce qui reste à faire pour aider ces enfants et leur permettre de retrouver leur enfance perdue. En tant que signal de détresse, ils montrent comment les enfants se retrouvent victimes de la guerre et des troubles civils. Ils présentent la vie des enfants en période de conflit armé, des enfants sans défense qui sont privés de tout et exposés à tous les dangers.

S'appuyant sur l'expérience du personnel de l'UNICEF sur le terrain, une expérience chèrement acquise, ces rapports *SOS Enfants* n'obéissent à aucune motivation politique. Les numéros précédents ont examiné la situation au Darfour, en Haïti, dans la Corne de l'Afrique et la République démocratique du Congo. Ils rapportent l'histoire de jeunes qui sont non seulement des victimes de la guerre mais aussi, dans les cas les plus extrêmes, en même temps des auteurs de violence. A certains égards, l'Afghanistan est le plus extrême de ces cas.

SOS Enfants : Afghanistan a été écrit par Martin Bell, Ambassadeur de l'UNICEF pour les urgences humanitaires, qui a été envoyé dans ce pays en juillet et août 2007. M. Bell a été correspondant de guerre pour la BBC et Membre indépendant du Parlement britannique.

- Le 21 novembre 2006, à Khost, quatre enfants ont été blessés lorsqu'un kamikaze a attaqué des soldats de l'OTAN qui distribuaient des bonbons à des enfants.
- Le 17 octobre 2006, à Lashkar Gar, dans la province de Helmand, deux enfants ont trouvé la mort lors d'une attaque contre une patrouille britannique.

- Le 28 août 2006, toujours à Lashkar Gar, une bombe a explosé dans un bazar surpeuplé, faisant 15 morts et 47 blessés, dont 15 enfants.

Mais les Taliban et les autres insurgés ne sont pas les seuls à combattre et l'on se préoccupe également des opérations menées par l'OTAN et sa Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), qui soutient le Gouvernement afghan. Sur les 37 nations qui font partie de la FIAS, ce sont surtout le Canada, les Etats-Unis et le Royaume-Uni qui combattent dans le sud et l'est de l'Afghanistan. Leur recours intensif aux interventions aériennes pour épauler leurs soldats, en nombre limité sur le terrain, place les enfants en situation de risque.

La Commission indépendante de l'Afghanistan chargée des droits de l'homme estime qu'aucune des deux parties n'a respecté les lois qui régissent les conflits armés et que, depuis le début de la guerre, les enfants en particulier n'ont jamais été aussi vulnérables. La Commission a étudié par exemple ce qui s'est passé lors d'une bataille de deux jours dans la Province de Helmand, en juin 2007, entre les Taliban et une coalition de soldats de la FIAS et des soldats et policiers afghans. Aucun des deux camps n'a, semble-t-il, essuyé la moindre perte mais les bombardements aériens ont fait 27 victimes dans la population civile, dont 17 enfants.

Des porte-parole de la FIAS ont accusé les Taliban d'opérer au sein des populations civiles, et d'utiliser les écoles comme bases et les enfants comme boucliers humains. Les pays de l'OTAN sont parties aux Conventions de Genève, qui les engage à protéger les civils lors des conflits armés. Les Taliban n'ont bien entendu signé aucun traité ou convention internationaux.

La FIAS maintient qu'elle ne vise pas les populations civiles et qu'elle ne pratique pas de bombardements à grande échelle. L'intervention de ses bombardiers est demandée par des commandants sur le terrain, contre des positions des Taliban et les frappes sont dirigées contre ces dernières le plus précisément possible, dit-elle. Elle admet toutefois ne pas pouvoir éviter toutes les pertes de civils et a exprimé ses regrets pour ces victimes.

Enfants en tant qu'auteurs de violences

L'utilisation d'enfants comme soldats et, plus récemment, comme kamikazes est un des aspects les plus inquiétants du conflit en Afghanistan. Ainsi :

- Un garçon de six ans d'un village de la province de Ghazni, issu d'un milieu pauvre, aurait été dupé par des Taliban qui l'auraient convaincu de porter une veste bourrée

UN ENFANT DANS LE BESOIN : Rahmatuallah

Rahmatuallah a 14 ans et vient d'un village situé sur la ligne de front, dans la province de Kandahar. Après la mort de son père dans des combats, Rahmatuallah et le reste de sa famille – sa mère et six frères et sœurs – se sont réfugiés dans un abri temporaire dans la capitale provinciale. Mais là, la guerre l'a retrouvé. L'année dernière, pendant que son frère travaillait dans une boutique, Rahmatuallah est allé lui chercher à manger. En rentrant, il a marché sur une mine anti-personnel qui lui a déchiqueté la jambe droite.

Maintenant il reçoit une formation d'électricien dans un des centres qui, avec l'aide de l'UNICEF, s'occupent des enfants touchés par la guerre à Kandahar. La plupart de ses camarades, dans ce centre, sont d'anciens enfants soldats qui avaient été recrutés par des commandants locaux, portaient des armes et s'occupaient de contrôles sur les routes. Certains ont combattu. Tous sont des victimes de la guerre.

Rahmatuallah vient au centre tous les jours, transporté à l'arrière de la bicyclette de son frère. « Une grande partie de ma famille est morte pendant la guerre, dit-il. Tout ce que je veux, c'est pouvoir gagner ma vie et n'être un fardeau pour personne ». L'UNICEF l'aide à atteindre son but.

d'explosifs en lui disant que, s'il appuyait sur le bouton, « une gerbe de fleurs apparaîtrait ». Le garçonnet n'est pas allé au bout de sa mission parce qu'il ne se rappelait plus comment faire et a demandé aux soldats afghans de l'aider.

- On a ordonné à un garçon de 16 ans de porter une veste bourrée d'explosifs et de la faire exploser à Ghazni. « J'avais la pile de la télécommande avec moi, mais je ne pouvais pas le faire et j'ai jeté la pile », a-t-il dit. « Je me suis rendu compte qu'il n'y avait pas que des étrangers visés, il y avait aussi des Afghans... Ils m'ont dit que si je ne leur obéissais pas, j'irais en enfer ».
- Un garçon afghan de 15 ans, de la ville de Gardez, arrêté après qu'il n'eut pas réussi à faire exploser sa bombe, a déclaré : « Le mullah de Gardez m'a dit que j'obtiendrais une place au *Jannat* [paradis] si je tuais un étranger. Je voulais une place au *Jannat* ».

En avril 2007, l'agence de presse Associated Press Television News a obtenu une vidéo à Peshawar, à la frontière pakistano-afghane. La vidéo montre un jeune garçon en train de décapiter un adulte lors d'une exécution des Taliban. Les exemples ci-dessus montrent clairement que le conflit en Afghanistan et dans la région va au-delà de la violation des droits de l'homme et constitue des sévices à l'encontre des enfants d'une brutalité extrême, choquante et sauvage.

Dans ces cas-là, les auteurs de ces violences sont également, bien sûr, des victimes. Les combattants mineurs sont des victimes, du fait même de leur recrutement. Mais leur utilisation, qui est un crime de guerre, soulève des questions complexes concernant la protection de l'enfant : quel degré de force est-il légitime d'utiliser contre un enfant qui est soupçonné de vouloir se suicider en faisant exploser une bombe ? A-t-il renoncé à ses droits en tant qu'enfant en agissant ainsi ? Dans quelles circonstances est-il légitime pour les forces de l'ordre d'ouvrir le feu ?

UN ENFANT DANS LE BESOIN : Zarmina Aga

Zarmina a 12 ans. Elle et sa sœur de 13 ans, Shukria, faisaient partie des 1 200 élèves de l'école de filles Qalai Sayedan, dans la capitale provinciale de Logar, au sud de Kaboul. Le 13 juin 2007, deux tueurs ont attendu les filles à la sortie de l'école et ont ouvert le feu sur elles. Deux filles ont été tuées ainsi qu'une élève plus âgée qui aidait les enseignants. Shukria a d'abord été blessée mais ses assaillants l'ont ensuite achevée. Elle est morte dans les bras de Zarmina, l'une des trois victimes de cette journée. Il s'agissait de la quatrième attaque contre la même école. Pour son oncle, Khan Ahmadyar, les assassins sont pires que des bêtes sauvages. Et pourtant, en dépit de ce qui s'est passé, Zarmina est résolue à rester à l'école et à finir ses études.

UN ENFANT DANS LE BESOIN : Noor Zia

Noor Zia a 11 ans. Elle habite avec ses parents, quatre sœurs et deux frères près de Kaboul. Son père est trop malade pour travailler. La seule personne qui rapporte de l'argent, dans la famille, c'est une sœur plus âgée qui enseigne le dessin dans une école spécialisée où des enfants indigents reçoivent une éducation et les compétences qui leur permettront de ne pas vivre dans la rue. On les sensibilise également au danger des mines. On estime qu'il pourrait y avoir jusqu'à 60 000 enfants indigents qui vivent dans la rue en Afghanistan. Noor en fait partie. Elle vit certes avec sa famille mais elle travaille dans la rue, ramassant des morceaux de plastique ou n'importe quoi qu'elle puisse revendre pour rapporter un peu de nourriture chez elle.

« J'espère qu'à l'avenir l'Afghanistan deviendra un pays uni et que nos parents auront du travail et gagneront de l'argent de sorte qu'ils s'occuperont mieux de leurs enfants, a-t-elle dit. Si nous pouvons aller à l'école et apprendre, alors, nous pourrions construire l'Afghanistan et vivre dans un pays paisible ».

Le recrutement forcé d'enfants dans les rangs des combattants s'inscrit dans le cadre plus vaste, plus familial, du phénomène des enfants utilisés lors des guerres. Il arrive souvent que des seigneurs de la guerre recrutent des enfants et les utilisent dans des guerres tribales. Des enfants ont servi dans les rangs des combattants irréguliers qui ont renversé les Taliban. Ils étaient quelquefois utilisés comme soldats mais le plus souvent ils servaient de gardes, cuisiniers et serviteurs personnels des commandants. De nombreuses filles ont également été utilisées par les groupes armés et, comme dans d'autres conflits, elles ont été utilisées à des fins sexuelles ou ont servi de main d'œuvre à bon marché.

L'UNICEF et ses partenaires se sont efforcés, et s'efforcent toujours, de démobiliser les enfants soldats de l'Afghanistan et de leur donner une autre formation. L'UNICEF a investi 250 000 dollars de ses ressources déjà très limitées pour créer des écoles professionnelles pour 500 enfants touchés par la guerre à Kandahar, la deuxième ville d'Afghanistan par sa population, et dans les districts avoisinants d'Arghandab, Boldak, Daman et Dand. Chacun de leur côté, filles et garçons étudient, les premières apprenant la couture, les seconds la menuiserie, l'électronique, la plomberie, le travail des métaux et la mécanique.

La démobilisation, le désarmement et la nouvelle formation offerte aux enfants qui avaient été exploités par les forces et groupes armés sont l'un des grands succès obtenus en l'Afghanistan. Mais ce succès est provisoire. Comme dans les autres conflits, lorsque la situation en matière de sécurité se détériore, les jeunes – vulnérables et incapables de se servir de leurs nouvelles compétences sur le marché du travail – risquent encore d'être recrutés dans des groupes armés qui peuvent leur offrir une protection.

Le concept du droit des enfants est nouveau en Afghanistan mais, au niveau national, il commence à prendre racine. Aucun enfant n'est recruté par l'Armée nationale afghane ni par la police. Les militants des droits de l'enfant s'inquiètent toutefois des agissements des forces auxiliaires de police car des rapports non confirmés font état d'associations

Une interview de Catherine Mbengue

Catherine Mbengue, Représentante de l'UNICEF en Afghanistan, dirige les opérations de quelque 250 employés de l'UNICEF, au siège de Kaboul et dans les bureaux régionaux de Herat, Jalalabad, Kandahar et Mazar-i-Sarif. Le budget de ce bureau de pays de l'UNICEF se monte à 80 millions de dollars E.-U., une somme qui n'a pas encore été collectée dans son intégralité.

Catherine Mbengue : Au cours des six premiers mois de l'année, 44 écoles ont été attaquées. Des élèves et des enseignants ont été tués. En certains endroits, les parents ont peur d'envoyer leurs enfants à l'école, même s'ils en ont envie. La détérioration de la situation en matière de sécurité empêche les agents de santé d'avoir accès à 40 pour cent du pays. Certaines de ces zones ne sont pas accessibles depuis de nombreux mois.

Interviewer : On dirait que vous pensez que la situation s'aggrave ?

Mbengue : Comparé à l'enthousiasme dont nous faisons tous preuve en 2002, c'est vrai, la situation ne s'améliore pas.

Interviewer : Que pense l'UNICEF de l'utilisation d'enfants comme kamikazes ?

Mbengue : C'est quelque chose que nous condamnons fermement. Nous savons que lorsque des enfants sont engagés dans quelque conflit que ce soit, c'est un crime contre le droit international. Cela un impact émotionnel et psychologique sur les enfants qui est catastrophique. Nous devons intervenir.

Interviewer : Etes-vous plus encline à espérer ou à désespérer ?

Mbengue : Nous n'avons pas le droit de désespérer. Nous n'avons pas le droit de laisser les enfants de l'Afghanistan sans espoir. Nous continuerons à faire tout ce que nous pouvons pour les enfants, parce qu'ils sont l'avenir de ce pays.

officieuses avec des enfants. Les Taliban, qui ne respectent ni lois ni conventions, représentent la plus grande source d'inquiétude. Cependant, on pense généralement que les insurgés n'utilisent pas, à l'heure actuelle, de grands nombres de combattants mineurs. Les jeunes hommes qui vivent dans des régions que ne contrôle pas le gouvernement central, risquent de se tourner vers les Taliban parce qu'ils seront mieux payés que s'ils rejoignaient les rangs de l'armée afghane. On ne manque pas de volontaires et les Taliban peuvent compter sur le recrutement d'adultes, qu'ils soient afghans ou étrangers.

Soins de santé : ombres et lumières

L'Afghanistan a progressé dans le domaine des soins de santé, notamment en ce qui concerne la vaccination et la lutte contre les maladies contagieuses. Mais d'autres secteurs n'ont guère évolué et les citoyens afghans, les enfants en particulier, sont parmi ceux qui courent le plus de dangers au monde.

L'UNICEF estime qu'en 2006, près de 900 enfants de moins de cinq ans mouraient en moyenne chaque jour. La mortalité maternelle est également un problème. Selon l'UNICEF, en 2005, plus de 60 femmes mouraient chaque jour de causes liées à la grossesse, ce qui fait que l'Afghanistan avait un des pires taux de mortalité maternelle du monde, derrière la Sierra Leone uniquement.

Plusieurs facteurs contribuent à ce taux exceptionnellement élevé de mortalité maternelle. Le système de soins de santé primaire en Afghanistan, complètement fragmenté, fonctionne très mal et il n'existe quasiment aucune procédure pour les aiguillages des patients. Il y a peu d'hôpitaux en dehors des villes et principaux villages, et les centres de santé sont mal équipés ou affrontent des pénuries chroniques d'équipement de base même, comme les médicaments essentiels, ou des gants stériles. Les cliniques des régions rurales sont éparpillées et d'accès souvent impossible en hiver. Il y a une pénurie d'infirmiers et sages-femmes qualifiés et les enfants naissent souvent à la maison avec l'aide d'amies et voisines. En cas de complications, il

risque d'être trop tard pour sauver la vie de la mère ou celle de l'enfant. D'après les dernières estimations de l'UNICEF, 14 pour cent seulement des naissances se font avec la participation d'agents de santé dûment qualifiés.

Les caractéristiques de la société afghane jouent un rôle tout aussi important dans ces décès. En Afghanistan, un pays où les changements s'opèrent à un rythme très lent et où hommes et femmes mènent toujours des vies séparées et très

ENFANTS EN PRISON

Maryam [nom d'emprunt] avait 6 ans quand on l'a fiancée et 10 ans lorsqu'elle a été mariée. Agée maintenant de 16 ans, elle est détenue à la prison de femmes d'Herat. « Les conditions de vie [chez mon mari] étaient si mauvaises et il y avait tant de problèmes que je me suis enfuie et que je suis venue à la ville, dit-elle. Après 20 jours, je suis allée voir les autorités et leur ai expliqué la situation. Elles m'ont jetée en prison en me disant que je n'étais pas une épouse propre ».

Avec 12 filles et cinq nourrissons, le centre de détention pour mineurs de Herat est surpeuplé. Dans la plupart des autres pays, on ne penserait pas que ces jeunes détenues aient commis un crime. Leur emprisonnement bafoue les conventions des Nations Unies, auxquelles l'Afghanistan est partie. Et leurs histoires sont étonnamment similaires.

Elles ont été fiancées et mariées de force, alors qu'elles étaient encore des enfants, à des hommes qu'elles ne connaissaient pas; deux de ces hommes avaient 78 et 80 ans. Victimes de mauvais traitements et de sévices, elles se sont enfuies et ont été jetées en prison pour mauvaise conduite. Certaines ont été jugées et condamnées, et d'autres sont en détention provisoire. Dans de nombreux cas, l'accusation d'un mari ou d'un oncle suffit à obtenir une condamnation. Au pire, cette pratique s'apparente à une autorisation de maltraitance d'enfants.

différentes, les agents de santé ont du mal à faire des brèches dans les murs de la tradition et à dispenser des soins de santé ou même simplement à donner des informations aux femmes dont la vie pourtant en dépend. En outre, il y a de vastes régions du pays que le gouvernement ne contrôle pas et où les agents de santé risquent de se faire prendre en otages ou même de se faire tuer. Bien que la santé maternelle progresse à un rythme excessivement lent, l'Afghanistan peut être fier des

efforts consentis pour éliminer les maladies contagieuses. Sa campagne contre la polio est tout simplement héroïque et elle devrait être un exemple, pour le reste du monde, de ce que l'on peut faire même dans les circonstances les plus difficiles. En 2006, la recrudescence des combats en Afghanistan a coïncidé avec une augmentation alarmante du nombre de cas de polio signalés à l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et à l'UNICEF. On a signalé 31 nouveaux cas, survenus presque tous dans des zones de conflit auxquelles les équipes de vaccination ne pouvaient accéder.

ENFANTS DE L'USINE

L'usine de traitement sous tente installée à Herat est l'une des plus grosses entreprises de la ville. Elle emploie 300 femmes, qui travaillent six jours par semaine à trier les poils des chèvres. Les plus fins seront exportés en Europe, où l'on s'en servira pour de nombreux produits, dessus-de-lit, vêtements de mode haut de gamme et autres.

De nombreuses femmes sont des veuves et d'anciennes réfugiées qui sont retournées dans cette ville après la chute des Talibans. Elles gagnent environ 100 afghans (2 dollars des E.-U.) par jour. Celles qui ont des bébés ou des nourrissons les amènent au travail et l'on peut voir, à l'étage au-dessus des ateliers, de nombreux hamacs pour les tout-petits. On attend des enfants plus âgés, une fois qu'ils ont sept ans, qu'ils travaillent à côté de leur mère ou qu'ils gagnent leur vie dans la rue.

Pour beaucoup de mères, il est hors de question d'envoyer leurs enfants à l'école. Une des femmes, dont le mari a été tué à la guerre, a dit : « Je ne peux pas envoyer ma fille ou mes garçons à l'école parce qu'il faut qu'ils travaillent pour nourrir la famille ». Mais une autre a dit : « Ce que je souhaite le plus, c'est pouvoir envoyer mes enfants à l'école... Nous n'avons rien mais j'aimerais que mes enfants puissent avoir ce que nous n'avons pas eu ».

En 2007, en dépit de l'insécurité persistante, ce chiffre était tombé à neuf au moment où nous écrivons ces lignes. Ce résultat a pu être obtenu avec l'aide du Ministère de la santé publique, de l'UNICEF et de l'OMS. Mais, surtout, cette réussite s'explique par le dévouement des volontaires afghans : la mobilisation des « anciens » et des imans qui sont allés de mosquée en mosquée et le travail des agents de santé, passant d'une maison à l'autre; et elle a été favorisée par le fait que la population comprend de mieux en mieux que la polio, tout comme la variole avant elle, peut être éradiquée de la surface de la terre.

Pour lutter contre la propagation de la polio, on a mis en place un programme de vaccination à des passages frontaliers. Le poste frontière de Spin Boldak, dans la province de Kandahar, est ouvert 12 heures par jour et voit passer 8 000 personnes chaque jour. Tous les enfants de moins de cinq ans, soit 800 enfants par jour, sont vaccinés contre la polio par une équipe afghane qui travaille en tandem avec une équipe pakistanaise de l'autre côté de la frontière.

Le Dr Arshad Qudous, de l'Organisation mondiale de la Santé, estime qu'une victoire contre la polio est possible en Afghanistan, et il fixe à 2008 la date cible pour y parvenir. « Ce sera une victoire historique, déclare le Dr Qudous, et tout l'Afghanistan pourra être fier d'avoir atteint l'objectif en dépit d'une situation difficile ». Si les Afghans peuvent éradiquer la polio dans un pays en guerre, que ne pourraient-ils faire en temps de paix ?

Un choix difficile : sécurité ou alphabétisation ?

Le retour des enfants à l'école, qui s'accélérait entre 2002 et 2005 a maintenant été enrayeré. Dans certains cas, on perd même du terrain. Les filles sont particulièrement affectées car les insurgés s'en prennent aux écoles de filles et même aux filles elles-mêmes.

A en croire le Ministère de l'éducation, au moins un million de filles en âge d'aller à l'école ne sont pas scolarisées, ce qui représente 35 pour cent de la population totale des filles. On compte souvent le même nombre de garçons et de filles dans les écoles primaires mais les garçons sont entre quatre et cinq fois plus nombreux dans les écoles secondaires. Même si les écoles ne sont pas attaquées, elles ferment leurs portes quelquefois après que des « lettres de nuit » menaçantes eurent été livrées à des enseignants ou à des parents.

La situation est particulièrement sombre dans le sud du pays. Rares sont les écoles ouvertes dans les provinces de Helmand et Uruzgan. Conséquence de la pauvreté chronique, du conflit armé et de la campagne des Taliban contre l'éducation des filles, le taux d'alphabétisation est de 2 pour cent dans certaines zones rurales, d'après le Ministère de l'éducation. Les espoirs de 2002 n'ont pas été concrétisés. Sayed Rasul, un agriculteur qui habite près d'une école attaquée en juin 2007, résume bien ce que pensent probablement beaucoup de ses compatriotes : « Il vaut mieux que mes enfants soient vivants, même si cela veut dire qu'ils ne seront pas alphabétisés ».

Le Gouvernement afghan, qui sait que les Taliban se servent de madrasas en dehors de l'Afghanistan pour former des volontaires qui se joindront à la rébellion, a pris une mesure positive pour s'y opposer et a mis sur pied 34 madrasas sur son propre territoire et sous son contrôle. Dans ces madrasas, 40 pour cent des programmes sont consacrés aux sujets religieux, 40 pour cent à l'éducation générale et 20 pour cent à l'anglais et à l'informatique.

Hanif Atmar, Ministre de l'éducation, affirme que l'éducation diminuera l'insécurité. Il est convaincu que la création de ces nouvelles écoles permettra de réduire de 50 pour cent les rangs des Taliban et de 95 pour cent le nombre d'attentats suicides. « Quand mes collègues me voient, dit M. Atmar, ils pensent 'voilà quelqu'un qui vient demander encore de l'argent'. Quand je les vois, je pense à leurs enfants ».

Certaines des victimes les plus vulnérables de la guerre sont les enfants qui ont fui les combats, que ce soit avec ou sans leurs parents. Des flots d'enfants indigents ont envahi les villes. Le gouvernement estime qu'il pourrait y avoir jusqu'à 60 000 enfants qui vivent dans la rue dans les territoires qu'il contrôle et on s'attend à ce que d'autres jeunes réfugiés rentrent d'Iran et du Pakistan. De terribles histoires sur des enfants victimes de sévices, de la traite ou des drogues circulent, en provenance des zones frontalières, près de Herat.

Les enfants des rues ne sont pas complètement sans aide. Financé en grande partie par l'Union européenne, le Projet Aschiana, par exemple, s'occupe de 10 000 de ces enfants à Herat, Kabul et Mazar-i-Sharif. Ces enfants mènent une vie double. Au refuge d'Aschiana, ils apprennent l'art et la musique, la menuiserie et la plomberie. Mais dans la rue, c'est une lutte pour la survie : ils mendient, fouillent les tas d'ordure à la recherche de morceaux de plastique ou de papiers qu'ils vendront. Pour collecter les fonds dont il a désespérément besoin, le centre Aschiana vend les œuvres artistiques de ses élèves. Malgré cela, le financement du projet devrait se terminer à la fin 2007.

Conclusion

En ce qui concerne l'avenir de l'Afghanistan, personne ne joue plus gros que les enfants. Cet avenir ne peut être garanti par un gouvernement central qui ferait des plans pour les provinces sans les y faire participer. Il ne peut être garanti par la force militaire ou des projets mis en œuvre à la

va-vite sous la menace des armes. Il n'est pas approprié non plus que des soldats travaillant au sein des Equipes de reconstruction provinciales soient armés lorsqu'ils visitent des écoles pour rassurer les enseignants et les élèves à propos de leur sécurité.

S'il est impératif que les nations donatrices continuent à se mobiliser en dépit des échecs essuyés à court terme, ce sont les Afghans eux-mêmes qui doivent négocier une solution durable. Les citoyens de l'Afghanistan doivent s'approprier les décisions en matière de politique et de développement. Il est incompréhensible, par exemple, que des entrepreneurs étrangers construisent une école haut de gamme quand les Afghans auraient pu, pour la même somme, construire trois écoles plus simples mais suffisantes.

Les choses ne peuvent continuer ainsi. Le Ministère de l'éducation affirme que l'époque actuelle revêt une importance critique pour son pays et que, pour le pays et les enfants en particulier, « c'est maintenant que l'avenir se décide ». La Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan a identifié trois domaines d'importance capitale pour protéger l'avenir des enfants du pays : la guerre, l'économie et l'éducation des enfants.

Les combats et les bombardements aériens dans le sud du pays, quelquefois à un niveau d'intensité très élevé, n'ont toujours pas entraîné l'amélioration de la sécurité espérée. Les jeunes, comme les ex-enfants soldats de Kandahar, reçoivent une formation qu'ils ne pourront utiliser que si l'économie fonctionne assez bien pour qu'ils s'y trouvent une place. En ce qui concerne la scolarisation des enfants, en net progrès – on comptait un million d'enfants scolarisés en 2001, contre 6 millions en 2006 – on est en train de perdre du terrain car les écoles se retrouvent sur la ligne de front, ou sont détruites ou obligées de fermer sous la menace. Et les conséquences pourraient être aussi catastrophiques que des attaques directes contre les écoles. Le développement de l'Afghanistan est compromis par une nouvelle vague d'analphabétisme, car il

risque de n'y avoir personne pour apprendre à la nouvelle génération, et les zones rurales du sud et de l'est du pays sont particulièrement désavantagées. Catherine Mbengue, la Représentante de l'UNICEF en Afghanistan déclare : « Si nous ne faisons pas ce que nous devons pour mettre fin aux attaques, les progrès enregistrés seront réduits à néant ». De nombreux Afghans estiment que le Gouvernement de l'Afghanistan n'a ni les moyens ni la volonté de les aider ou même de contrôler son propre territoire. Les institutions du pays sont fragiles et le conflit qui se déroule en de nombreuses régions du territoire entrave l'aide et le développement. Dans un pays qui en plus est sujet aux catastrophes naturelles, les Afghans ne comprennent plus le manque de progrès pour leurs enfants.

En dépit des plans et des propositions, des projets et des partenariats, des millions de dollars dépensés pour l'aide au développement et l'appui aux forces armées, des efforts de nombreux pays qui travaillent et luttent pour instaurer la paix et favoriser le progrès dans le pays, les Taliban sont revenus en force, l'insurrection gagne du terrain et la situation en matière de sécurité s'est détériorée dans tout le pays. Le nombre d'écoles qui ferment leurs portes augmente. Le nombre d'enfants tués aussi. Et les familles, dans les provinces du sud du pays en particulier, sont prises dans le conflit, hors de l'atteinte de l'assistance humanitaire.

Oui, c'est maintenant que l'avenir se décide.

Pour de plus amples informations sur ce numéro de SOS *Enfants* : childalert@unicef.org

Pour de plus amples informations et les reportages multimédias, veuillez visiter www.unicef.org/childalert/afghanistan

Photo de couverture :
© UNICEF/HQ07-1221/Noorani